

3 articles issus de l'édition de Grand-Mans du mercredi 7 décembre 2016



« Le conseil citoyen, ça donne confiance »

Lors de la rencontre organisée par Ville et banlieue (association des maires de France), jeudi à Allonnes (lire ci-dessous), Elisa Pasteau a témoigné sur son expérience de conseillère citoyenne.

Agée de 50 ans, Elisa Pasteau est agent de service et effectue des remplacements dans une structure pour personnes âgées. Elle habite à Allonnes depuis 2013, dans le quartier des Perrières. Elisa Pasteau a intégré le conseil citoyen après les élections municipales de 2014. Elle n'avait alors aucune expérience de la vie politique, municipale ou associative. Elle raconte : «*Nous nous réunissons en moyenne une fois par mois. Depuis que j'ai été tirée au sort au conseil citoyen cela m'a permis de nouer des contacts avec d'autres habitants de la commune, cela me donne confiance en moi et avec le conseil citoyen nous proposons des initiatives aux élus. L'action dont je suis la plus fière c'est d'avoir proposé et participé à une sortie au bord de l'eau. Nous nous sommes retrouvés un groupe d'habitants sur les berges de la Sarthe et nous avons ramassé les déchets. C'est une action citoyenne qui a valorisé les participants. Il m'a fallu du temps pour comprendre et savoir quel était notre rôle, ce que l'on attendait de nous avant de nous positionner* ».

Lors d'une table ronde Elisa Pasteau a répondu aux questions de l'animateur Pascal Brulon, devant un public d'initiés à la vie des collectivités locales. «*Etre au même niveau que le maire de Chanteloup-les-Vignes ou le maire adjoint de Strasbourg, ça fait drôle* » commente la conseillère citoyenne. Une expérience enrichissante qu'elle est prête à renouveler.



Ville et banlieue réunie à Allonnes

Allonnes a accueilli jeudi Ville et banlieue, l'association des maires de France dont Gilles Leproust est le secrétaire (lire ci-dessous). Cette rencontre avait pour but de faire le point sur la loi Lamy (réforme de la politique de la ville), 30 mois après son adoption. Une journée ponctuée de débats, d'échanges entre acteurs de différentes collectivités, et animée par Pascal Brulon (LMtv).

Un premier débat sur le thème « Politique de la ville : où en sommes-nous ? » a permis aux intervenants de témoigner sur ce qui a véritablement évolué et sur ce qui est à améliorer. Un constat a été dressé : la ville a changé, les quartiers sont remplis de richesses culturelles, mais la population est de plus en plus précaire. Une table ronde était consacrée aux conseils citoyens (leur rôle, leur apport à la vie de la ville...). Parmi les intervenants, Elisa Pasteau membre du conseil citoyen d'Allonnes (lire ci-dessus).

Le président Marc Vuillemot a rappelé le rôle de Ville et banlieue, en particulier des 120 propositions qu'elle avait émises lors de la dernière présidentielle.



Le maire : « Il faut associer les habitants »

Le maire d'Allonnes Gilles Leproust est le secrétaire de Ville et banlieue, association des maires de France, réunie jeudi à Allonnes.

« Le Maine Libre »: Pouvez-vous présenter l'association Ville et banlieue ?

Gilles Leproust: L'association rassemble une centaine de villes de banlieue de toute la France et de toutes sensibilités politiques. Son objectif est de porter la voix des équipes municipales et des habitants dans l'ensemble des lieux où se prennent les décisions. Dans ce cadre, nous rencontrons régulièrement les ministres, et notamment la secrétaire d'Etat à la politique de la ville. Mais nous travaillons également en étroite collaboration avec des associations intervenant dans les quartiers, comme l'association des centres sociaux.

Quel bilan tirez-vous de la journée de débats et d'échanges qui a eu lieu dans votre ville ?

Cette journée a été importante pour tirer un premier bilan de la mise en œuvre de la loi Lamy sur la nouvelle politique de la ville. Elle a démontré entre autres que l'engagement de notre association dans sa réalisation a permis de mieux prendre en compte les attentes des habitants et leurs associations. Elle a également pointé les limites dues aux politiques d'austérité qui ont précarisé une partie de la population. Enfin, il a été noté que les politiques de droit commun (éducation, culture, sport, emploi) sont toujours déficitaires dans les quartiers populaires. Cela aggrave les inégalités sociales.

Lors de la table ronde, il est apparu que les conseils citoyens donnent une image positive de leur quartier.

Ces instances sont-elles une piste pour intégrer les quartiers et la population à la vie de la cité ?

Effectivement, c'est une réelle avancée de cette loi que d'avoir mis en place les conseils citoyens. Rien de positif ne peut se réaliser dans les quartiers sans la participation active des habitants. Les premières expériences montrent s'il en était besoin, leur intérêt. Mais soyons lucides, avec la méfiance envers la politique et les institutions, cela va nécessiter beaucoup d'efforts dans la durée pour arriver à une véritable co-construction de projets communs.